

Brochure n° 3330

Convention collective nationale

**IDCC : 2526. – ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES
DE L'HABITAT SOCIAL**

AVENANT N° 16 DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2015

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : ASET1650267M

IDCC : 2526

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche se sont réunis en négociation annuelle obligatoire le 1^{er} décembre 2015 et ont décidé d'un commun accord de réviser les salaires minima de la branche professionnelle après échange sur les documents des données salariales de la branche.

Ces salaires minima seront ainsi réévalués :

- famille « assistance » et « entretien maintenance » : + 1,5 % ;
- famille « production » : technicien d'étude et consultant conseil : + 0,8 % et responsable de domaine : + 0,4 % ;
- famille « encadrement » : + 0,4 %.

Article 1^{er}

Objet et champ d'application

Le présent accord a pour objet d'augmenter les salaires minima prévus à l'article 12.2 de la convention collective nationale des organisations de professionnelles de l'habitat social.

Les parties ont ainsi décidé de réviser les salaires minima conventionnels au 1^{er} janvier 2016 comme suit :

(En euros.)

FAMILLE D'EMPLOIS	EMPLOI	SALAIRE MENSUEL minimum	SALAIRE ANNUEL minimum (*)
Entretien et maintenance	Ouvrier d'entretien ménager	1 526	21 411
Assistance	Secrétaire	1 691	23 639
	Assistant technique	1 691	23 639
Production	Technicien d'études	1 858	25 893
	Consultant conseil	2 071	28 769
	Responsable de domaine	2 099	29 147
Encadrement	Responsable d'entité	3 226	44 361
	Directeur	3 568	48 978

(*) = 13,5 fois le salaire mensuel minimum + la prime de fin d'année minimum (810 €)

Article 2

Maintien des autres clauses

Toutes les autres dispositions de la convention collective nationale des organisations professionnelles de l'habitat social restent inchangées.

Article 3

Publicité

Le présent accord fera l'objet d'un certain nombre de publicités à la diligence du collègue employeurs :

- un exemplaire original dûment signé de toutes les parties sera notifié à chaque organisation syndicale représentative ;
- un exemplaire sera déposé au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ;
- deux exemplaires dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique seront déposés auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

USH ;
HTC ;
AFPOLS ;
FNAR.

Syndicats de salariés :

FSPSS FO ;
SNUHAB CFE-CGC ;
FNCB CFDT ;
BATIMAT-TP CFTC.